



La Liberté  
1701 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 39'351  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.021  
N° d'abonnement: 1086479  
Page: 7  
Surface: 88'459 mm²

La guerre des monnaies fait rage. Le Brexit jette une lumière crue sur les failles des instituts monétaires

# Les banques centrales fragilisées

« RACHEL RICHTERICH



**L'urgence est aujourd'hui politique. Le patron de la BCE Mario Draghi a d'ailleurs appelé les dirigeants européens à agir.** Keystone

**Politique monétaire** » Bras de fer. Un euphémisme pour décrire la bataille que se livrent les banques centrales et les spéculateurs sur les marchés des devises.

«Une guerre des monnaies», rectifie Arnaud Masset, analyste marché chez Swissquote. Et depuis une semaine, les instituts monétaires semblent plus fragiles que jamais. Le choix des Britanniques de quitter l'Union euro-

péenne, les incertitudes politiques et économiques que l'issue du scrutin a provoquées, ont eu de fortes incidences sur les cours de change, forçant les banques centrales à agir. Et à en dévoiler un peu plus sur ces interventions, dont l'imprévisibilité reste la grande force.

Dans le cas de la Banque nationale suisse, «il semble clair désormais qu'elle intervient sur les marchés lorsque l'euro baisse

aux alentours de 1,07 franc», explique Arnaud Masset. Elle avait déclaré le faire vendredi, et qu'elle continuerait tant que nécessaire. En témoigne la forte hausse des avoirs à vue auprès de la BNS – soit l'argent que les banques ont déposé auprès de l'institut d'émission: 4,8 milliards de francs de plus durant la semaine achevée le 24 juin, à 501,23 milliards.



## A un fil

Elle n'a pas le choix, car en se débarrassant de leurs livres sterling, les investisseurs – banques, fonds, particuliers – se ruent vers les valeurs refuges, comme le franc, relève Sergio Rossi, professeur de macroéconomie et de politique monétaire à l'Université de Fribourg. Le taux de change du franc s'apprécie donc, et cela renchérit les prix des biens et services suisses vendus à l'étranger, ce qui ralentit l'activité économique en Suisse car elle dépend beaucoup des exportations. «Cela devient compliqué pour la BNS. Tout son pouvoir passe par sa seule crédibilité», note Arnaud Masset. Pour l'instant, les spéculateurs la craignent encore suffisamment. Reste à voir jusqu'à quand.

Symptomatique aussi du marasme: «Certains investisseurs parient désormais sur une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed)», révèle John Plassard, analyste à Mirabaud Securities. Alors que la banque centrale des Etats-Unis avait au contraire entamé une hausse progressive de ses taux, jugeant l'économie suffisamment solide pour

se débrouiller.

## En phase test

Dans ce contexte, que penser de l'absence de décision notable depuis vendredi? «Les banques centrales attendent toutes de voir la suite», observe Arnaud Masset. Et testent encore leurs politiques non conventionnelles, car «ces mesures qu'elles déploient depuis la crise des subprimes – injections massives de liquidités et taux d'intérêt négatifs – n'existaient qu'en théorie et n'avaient encore jamais été testées dans la réalité», explique l'analyste de Swissquote.

## «Il semble clair désormais que la BNS intervient lorsque l'euro baisse aux alentours de 1,07 franc»

Arnaud Masset

Quant à la possibilité d'une action concertée, comme le laissait entendre la BNS mi-juin, elle

s'éloigne. Lors d'un colloque de la Banque centrale européenne au Portugal mardi, son président Mario Draghi a plaidé pour «un alignement des politiques monétaires», tout en écartant la nécessité d'une coordination. La politique monétaire sert les intérêts de l'Etat qui la met en œuvre. «Pour l'instant, tout le monde essaie de tirer la couverture à soi», explique Arnaud Masset.

## Urgence politique

L'urgence est aujourd'hui politique. Mario Draghi a d'ailleurs appelé les dirigeants européens à agir. Pour sauver la face d'abord, «déclarant qu'il y avait un risque que les pays hors de l'Europe commencent à penser que l'UE était ingouvernable», relève John Plassard. «Le Brexit ajoute une couche de crise à celle des subprimes, de la dette souveraine, plus récemment des migrants. Aucune n'a été résolue», déplore Sergio Rossi, pour qui le pire reste à venir. «Je ne veux pas parler de troisième guerre mondiale, mais ce qui se prépare est similaire et tout aussi dramatique.» >>

## 3 QUESTIONS À GEORGES UGEUX

### Les craintes au sujet du statut de la City sont-elles justifiées ?

C'est une erreur de croire que Paris ou Francfort pourraient remplacer la City, le seul véritable centre financier mondial. C'est à Londres qu'est localisé le Forex, le marché mondial des devises. Chaque jour, des dizaines de trillions de dollars sont traités depuis la City sur ce marché. C'est également dans la capitale britannique que le Libor, le taux de référence interbancaire, est fixé.

### La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ne changera donc rien ?

L'Europe pourrait être tentée de prendre des mesures de rétorsion envers la City. La Commission européenne avait déjà attaqué la place de Londres car c'est là qu'est effectuée la majorité des achats et ventes d'euros. A l'époque, la Cour de justice de l'Union européenne avait jugé qu'on ne pouvait reprocher au Royaume-Uni d'accueillir ces transactions en tant que membre de l'UE. Cet argument ne tient plus et pourrait favoriser

une attaque réglementaire de Paris et de Francfort contre Londres. Cette offensive remettrait même en question le Brexit. J'ajoute que même si la City devait perdre des plumes, ce serait au profit de New York.

### Pourquoi cela ?

Les Français et les Allemands sont myopes s'ils croient devenir un centre financier mondial. Francfort et Paris n'attirent que des transactions en euros, ce sont des provinciaux. Depuis des années, elles tentent sans succès de tailler des croupières à la City. Si Londres accueille la majorité des transactions vers l'Asie, ce n'est pas en raison de son appartenance à l'UE. La langue anglaise est un atout, mais ce n'est pas tout. Les contraintes réglementaires sont beaucoup plus souples à Londres qu'à Paris, Francfort ou New York. Des Japonais font à Londres ce qu'ils ne peuvent pas faire à Tokyo. Toutes les grandes banques d'affaires américaines sont implantées dans la City. Le Nasdaq, tout comme la banque chinoise ICBC,



La Liberté  
1701 Fribourg  
026/ 426 44 11  
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 39'351  
Parution: 6x/semaine

sont présents sur place. Il est illusoire de penser que Paris ou Francfort pourraient remplacer tout ce que propose la City. »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**LAURENT LAMBRECHT, LA LIBRE BELGIQUE**



**GEORGES UGEUX**  
**Malgré toutes les craintes,**  
**le centre financier londonien**  
**ne devrait pas être remplacé**  
**par ceux de Paris ou Francfort.**  
**L'analyse de Georges Ugeux,**  
**ancien vice-président**  
**de la Bourse de New York.**